

22 novembre 2004, Sao Paulo

Allocution devant la Chambre de commerce Canada - Brésil

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi d'être ici aujourd'hui et d'être accueilli aussi chaleureusement dans cette ville remarquable. Merci à tous d'être venus, et mes salutations aux nombreux entrepreneurs canadiens présents dans la salle. Si vous vous demandez qui ils sont, ce sont ceux qui hochent de la tête quand je dis : « Non, mais quel match de la Coupe Grey nous avons eu hier! »

Sao Paulo est réputée pour ses arts, son industrie et, surtout, son énergie humaine débordante. Nos métropoles ont beaucoup en commun avec Sao Paulo qui, elle aussi, possède une foule de cultures dynamiques et de quartiers ethniques qui lui donnent son riche caractère international et sa formidable diversité. Le Canada et le Brésil sont des sociétés d'immigrants. Nos deux pays comptent d'importantes populations autochtones qui ont une riche histoire. Et ils ont beaucoup d'autres intérêts en commun.

Comme certains d'entre vous le savent, un groupe de Canadiens a joué un rôle de premier plan au tournant du XXe siècle pour implanter le tramway électrique – et plus tard, divers services publics – dans cette ville et à Rio de Janeiro. Le tramway a vite pris de l'expansion ici, à Sao Paulo, ajoutant de nouvelles lignes et de nouvelles voitures à un rythme tel que les clients se plaignaient souvent de tacher leurs vêtements de peinture. C'est ainsi qu'est née la compagnie de transport et d'électricité. Ce fut l'un de ces extraordinaires partenariats qui a duré des dizaines et des dizaines d'années, qui a touché des milliers de familles et forgé de belles amitiés entre le Canada et le Brésil, et qui nous rappelle les progrès que nous pouvons accomplir quand, en tant que nation et en tant que peuples, nous unissons nos efforts.

Et je veux aujourd'hui vous parler de partenariats, c'est à dire du partenariat entre le Canada et le Brésil; du partenariat entre le secteur public et le secteur privé; et du partenariat entre l'État et les entreprises, d'une part, et les citoyens, d'autre part. Je dirai un mot sur chacun d'eux, mais avant, permettez-moi de dire franchement les choses.

La relation entre le Canada et le Brésil ces dernières années a été difficile – nous ne pouvons prétendre le contraire. Il y a eu des litiges et des différends. Il y a eu des tensions, et certaines persistent encore aujourd'hui. Mais nos nations ne partagent pas seulement un hémisphère, elles partagent aussi des objectifs. Nous avons établi des priorités communes, tant dans nos pays qu'à l'étranger. Et ce qui est peut-être plus important encore, nous partageons des valeurs. Peu après mon arrivée au pouvoir en décembre dernier, j'ai rencontré le président Lula da Silva, à Monterrey, et j'ai été impressionné par sa vision du Brésil et son rôle dans un monde en pleine mutation et de plus en plus complexe.

Je crois que le moment est venu pour le Canada et le Brésil de renouer avec le passé, c'est à dire de resserrer et d'accroître notre relation bilatérale, de travailler ensemble à projeter nos valeurs communes et de promouvoir des solutions multilatérales à des problèmes internationaux. Cela ne veut pas dire que nous serons toujours sur la même longueur d'onde. Il n'y a pas de relation internationale qui ne connaisse pas de raté à l'occasion. Vous

pensez sûrement que je parle d'Embraer et de Bombardier. Nous sommes très fiers de Bombardier, et le Brésil d'Embraer, et je puis vous assurer que les gouvernements du Canada et du Brésil travaillent fort, même à l'heure actuelle, pour trouver une solution durable à ce différend.

Le Canada et le Brésil sont en effet déterminés à clore ce dossier pour pouvoir axer leurs efforts sur l'établissement d'une relation fructueuse et concrète entre nos deux pays. Ma visite au Brésil est clairement un pas dans cette direction. Nous avons tellement de choses en commun et il y a tant à faire. Il existe ici un formidable potentiel, et il est grand temps que nous l'exploitions. Maintenant, qu'est-ce que j'entends au juste par valeurs et convictions communes?

Le Canada comme le Brésil sont résolus à gérer prudemment les finances publiques et à promouvoir une croissance économique juste et équitable. Ils verront à ce que leurs citoyens puissent nourrir et faire instruire leurs enfants, trouver et garder des emplois intéressants et jouir d'un accès fiable à des soins de santé de qualité. Je sais que ces valeurs sont chères au président da Silva. Sous sa direction, et celle de ses prédécesseurs, le Brésil a voulu se donner en exemple dans le monde. Votre économie croît, et grâce aux réformes du président da Silva ainsi qu'au dur labeur et à l'esprit novateur des Brésiliens, elle continuera de croître.

En outre, des programmes novateurs comme Faim zéro, Premier emploi et Aide aux familles permettent de plus en plus aux Brésiliens de bénéficier à leur tour de la prospérité qui découle de la croissance économique et d'une saine gouvernance. Le président da Silva et son gouvernement ne se contentent pas de promouvoir ces idéaux sur leur territoire. Au contraire, ils contribuent activement au progrès et au partage des richesses dans tout l'hémisphère, voire dans le monde entier. Je puis vous assurer que le Canada s'est fixé les mêmes buts, et c'est avec fierté que nous travaillerons à les atteindre de concert avec le Brésil. Car les Canadiens aussi peuvent s'enorgueillir de ce qu'ils ont accompli.

Grâce à l'appui et aux sacrifices des Canadiens, nous avons mis fin à un déficit budgétaire chronique qui a duré presque trois décennies. Nous avons mis un terme à l'escalade de la dette, nous avons remis sur la bonne voie une économie sous-performante. Depuis sept années consécutives, nous pouvons même compter sur des surplus budgétaires. Plutôt que d'accroître notre dette, nous sommes en train de la réduire.

Tous nos efforts se sont traduits par une économie forte, des taux d'intérêt peu élevés, un faible taux d'inflation. Et le chômage est maintenant de 40 % inférieur à ce qu'il était il y a dix ans. Il est désormais plus facile pour les Canadiens de s'acheter une maison, de régler leurs factures, de se trouver un emploi stable et de le garder. Une gestion prudente de notre économie nous a redonné la possibilité d'investir dans l'humain – plus particulièrement dans les soins de santé et la petite enfance. Les valeurs, les méthodes et les engagements que nous avons en commun font du Canada et du Brésil des partenaires tout désignés, que ce soit à l'échelle locale, à l'échelle de l'hémisphère, et même, pourquoi pas, à l'échelle mondiale.

Quels sont les enjeux qui doivent retenir notre attention? En ces temps où tout ce qui peut modifier le paysage économique et politique ou affecter notre sentiment de sécurité prend de plus en plus les proportions d'une secousse sismique, où les lignes de faille croissent en

nombre et en instabilité, nous ressentons tous l'anxiété d'un monde qui a, pour ainsi dire, les nerfs à vif. Le Canada et le Brésil partagent un même désir de tout mettre en œuvre au-delà de nos frontières pour protéger nos valeurs et défendre nos intérêts. Nous voulons appuyer les populations en crise dans leur lutte pour la liberté, la stabilité, la paix et de meilleures conditions de vie.

C'est dans cette optique que le Canada a exhorté les Nations Unies à mettre en place des lignes directrices devant permettre à la communauté internationale d'intervenir plus promptement et plus efficacement sur le territoire même des États souverains qui provoquent ou se montrent incapables de stopper des tragédies humaines de l'ampleur de celle qui sévit présentement au Darfour. Nous ne pouvons nous contenter d'un rôle d'observateur passif face à une campagne d'épuration ethnique, à un génocide ou à quelque autre crime contre l'humanité. D'un point de vue strictement moral, ce serait monstrueux.

Vous, Brésiliens, comprenez bien cela. Comme on a pu l'observer récemment en Haïti, le Brésil est un État progressiste toujours prêt à passer à l'action pour rétablir la paix ou faciliter la conciliation dans les points chauds du globe. Nous applaudissons le Brésil pour le rôle directeur qu'il joue présentement en Haïti, de même que les soldats brésiliens qui y travaillent à maintenir l'ordre et à rétablir la démocratie. Le Canada a lui aussi joué un rôle de premier plan en Haïti, où policiers canadiens et gardiens de la paix brésiliens combinent toujours leurs efforts sous la direction du général Augusto Heleno.

Des crises comme celles du Darfour et d'Haïti sont trop graves pour qu'un seul État puisse en venir à bout. Elles poussent même à leur extrême limite les capacités d'intervention des institutions internationales. La leçon qu'il faut en tirer est qu'il existe dans notre réseau institutionnel des lacunes dont la communauté mondiale doit accepter la responsabilité. Car il faut bien se rappeler que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont été créés il y a plus de soixante ans. Ces institutions demeurent valables, certes, mais elles doivent s'assurer, et nous aussi avec elles, de toujours recourir à des solutions modernes pour régler des problèmes modernes.

Ces institutions doivent s'adapter aux difficultés nouvelles qu'elles sont appelées à surmonter. Et nous devons nous montrer disposés à prendre les mesures qui s'imposent là où les méthodes traditionnelles nous empêchent d'agir vite et bien. Nous avons besoin aujourd'hui de ce que j'appelle un nouveau multilatéralisme, où les gouvernements, unis par une même inquiétude et un même engagement face à une situation donnée, élaborent ensemble un plan d'action et conviennent des mesures multilatérales à prendre pour régler le problème. Ce nouveau multilatéralisme donnera la priorité aux résultats plutôt qu'aux processus, à l'action plutôt qu'aux discours. Au lieu de se préoccuper uniquement des préoccupations soulevées par les pays les plus riches, il donnera la parole aux nombreux pays qui partagent les mêmes intérêts, les mêmes idéaux, et un même désir de bâtir un monde meilleur.

Nous assistons aujourd'hui à l'émergence de puissances nouvelles, et le Brésil est l'une d'entre elles. Les valeurs que nous avons en commun – les Brésiliens et les Canadiens, et tous ces peuples qui passent maintenant à l'avant-scène – sont les seules qui peuvent nous garantir un monde plus sûr et plus prospère.

J'aimerais d'ailleurs profiter de la chance qui m'est offerte pour féliciter le président da Silva pour son projet de lutte mondiale contre la faim et la pauvreté. Il sait parfaitement à quel point il est devenu nécessaire de trouver des solutions novatrices à des problèmes dont nous reconnaissons tous l'urgence. Dans le même esprit, le Canada a proposé la création de ce que nous appelons le L 20, un groupe diversifié auquel siègerait les leaders de vingt pays du monde entier et qui aurait pour mandat de s'attaquer à des dossiers bien précis. Le L 20 s'inspire du groupe de vingt ministres des finances qui s'est justement réuni le week-end dernier, en Allemagne. Ce groupe a été formé il y a quelques années afin d'examiner la crise économique et financière qui sévissait alors dans différentes régions, notamment en Asie et en Amérique latine.

La réunion a été un succès. Nous y avons en effet atteint un degré de détente et de collégialité jamais vu dans des échanges intergouvernementaux officiels. Nous sommes arrivés à mettre de côté la plupart de nos intérêts personnels au profit de nos préoccupations communes. Mais le plus important, c'est que nous avons réussi à faire bouger les choses. Des rencontres internationales clairement ciblées et propices aux échanges représentent peut-être la réponse aux attentes des peuples et de leurs gouvernements. Je crois qu'une réunion du L 20, à laquelle participeraient le Brésil et le Canada, peut s'avérer tout aussi utile et fructueuse qu'a pu l'être celle des ministres des finances.

Dans la même veine, je dirais que l'Organisation des Nations Unies représente, pour des raisons évidentes, l'institution internationale suprême, celle dont la présence compte plus que jamais à l'échelle du globe. Mais ce dont nous avons besoin, c'est d'une ONU dynamique et flexible, capable de trouver des solutions intégrées aux problèmes mondiaux. Et c'est pourquoi aussi nous continuerons de réclamer des changements devant permettre aux Nations Unies d'aller au-delà des processus pour veiller à ce que notre humanité commune reste encore et toujours au centre du débat.

Passons maintenant au partenariat entre le gouvernement et le secteur privé. Trop souvent, les gens d'affaires perçoivent le gouvernement comme un obstacle qui les empêche de réussir. D'un autre côté, certains au gouvernement conçoivent les gens d'affaires en les termes les plus étroits – comme étant uniquement préoccupés par le profit. Ces deux points de vue sont des caricatures. La vérité est bien plus nuancée. La vérité, c'est que le gouvernement et le secteur privé sont essentiels l'un à l'autre. Un secteur privé fort et sain bénéficie d'un gouvernement efficace et progressiste. Quant au gouvernement, il est davantage en mesure de remplir son rôle lorsque son pays possède un secteur privé prospère et novateur.

Le rôle du gouvernement au XXI^e siècle est de mettre en place un cadre qui favorise la réussite. Le gouvernement doit créer un environnement sécuritaire au sein duquel le milieu des affaires peut fonctionner, et il doit établir les lois et les tribunaux qui encadreront les entreprises et appliqueront les règles nécessaires au bon déroulement de leurs activités. Le but n'est pas simplement de permettre aux entreprises et aux individus de réaliser des profits. Il s'agit de créer les conditions qui facilitent l'expansion d'un secteur privé florissant, lequel, à son tour, offrira aux citoyens les moyens de se bâtir une meilleure vie. Voici un exemple de ce dont je vous parle : j'ai eu le plaisir de coprésider avec l'ancien président du Mexique, M. Zedillo, la Commission du secteur privé et du développement des Nations Unies, qui a souligné deux conclusions notables. Premièrement, aussi importants

que soient les investissements étrangers, aucune économie ne peut réussir sans un entrepreneuriat vigoureux au pays; deuxièmement, l'entrepreneuriat dans un pays ne peut se développer en l'absence d'une gouvernance saine, laquelle donne, tant à la population qu'au milieu des affaires, confiance dans la façon dont ils sont gouvernés.

Un gouvernement ne peut pas tout représenter aux yeux de tout le monde. Il ne peut résoudre tous les problèmes, et ne devrait pas s'y essayer non plus. Il peut toutefois accomplir une tâche cruciale, qui est d'offrir à ses citoyens l'égalité des chances. Il peut aussi jouer un rôle positif dans l'avancement des individus en établissant les règles qui favoriseront l'épanouissement et la prospérité d'une culture entrepreneuriale énergique. Les dirigeants des nations membres de l'Organisation des États américains reconnaissent cela. Lors du sommet spécial tenu à Monterrey plus tôt cette année, les chefs de tous les pays démocratiques dans l'hémisphère se sont engagés à prendre des mesures visant à améliorer la gouvernance et à promouvoir le développement social et économique équitable pour lutter contre la pauvreté.

Je suis particulièrement favorable à l'initiative du président da Silva visant à améliorer les possibilités qui s'offrent aux très petites et petites entreprises en éliminant les formalités administratives au Brésil. L'importance du partenariat entre le gouvernement et le secteur privé se manifeste aussi dans le cas du commerce. Si le gouvernement fixe les règles, il appartient au secteur privé de saisir les occasions qui vont ensuite se présenter. Le gouvernement doit donc faire sa part. Lorsqu'on examine les grandes négociations commerciales qui se déroulent à l'heure actuelle, on constate partout la présence des mêmes obstacles : accès au marché des produits agricoles, subventions, propriété intellectuelle, commerce des services et marchés publics. Le Canada soutient les accords commerciaux qui tiennent compte des besoins spéciaux des pays en développement, mais plus généralement, nous croyons à un commerce libéralisé.

J'aimerais vous entretenir maintenant du partenariat qui existe entre les gouvernements et les entreprises, d'un côté, et nos citoyens, de l'autre. Le Canada est une nation commerciale, et nous savons que l'ouverture de nos marchés peut entraîner des ajustements pénibles. Nous pouvons, néanmoins, mener à bien ces ajustements dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement et les entreprises, pour ainsi faciliter la transition en renouvelant la formation de notre main d'œuvre et en restructurant celle-ci pour lui permettre de réagir aux nouvelles réalités. Le Canada et le Brésil se sont dotés de programmes sociaux, et les deux pays s'appliquent à les renforcer, car nous croyons fermement que le droit à l'alimentation, au logement, à la sécurité, aux soins de santé et à l'éducation est universel. Les entreprises ont, elles aussi, intérêt à veiller à ce que ces droits fondamentaux soient respectés.

Des programmes sociaux bien gérés contribuent beaucoup à soustraire les entreprises du fardeau consistant à développer une main d'œuvre en santé, bien éduquée et confiante, où les hommes et les femmes peuvent être rassurés de savoir que leurs enfants seront bien soignés, comme le sera la génération de leurs parents. Lorsqu'ils sont bien gérés, et tenant compte des économies d'échelle, les programmes sociaux nationaux fournissent des services de façon efficace et rentable, ce qui ne peut être égalé par les services privés.

En effet, un important cabinet international d'expertise comptable a placé le Canada, pour la cinquième année de suite, au premier rang des pays du G7 où le coût des affaires est le moins élevé. Et cela est attribuable en grande partie à l'efficacité de nos programmes sociaux.

J'aimerais conclure en disant que je crois fermement au potentiel d'un partenariat formidable et productif entre nos deux pays. Je peux vous dire aujourd'hui que je tiens à collaborer avec le président da Silva afin de relancer et de développer notre partenariat. En tant que nations, nous ne sommes pas seulement ouverts aux échanges commerciaux entre nous. Nous partageons un ensemble de valeurs et une liste de priorités. Nous sommes engagés à l'égard de nombreux objectifs semblables d'envergure mondiale. Et au XXI^e siècle, c'est ce type de relations qui comptera le plus et qui sera le plus fructueux.

Je crois sincèrement qu'en travaillant fort, nous réussirons à relever les défis d'aujourd'hui et ceux de demain, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Je crois aussi que des pays comme le Canada et le Brésil, qui sont d'un parfait accord en esprit et résolus à agir, peuvent démontrer au monde l'efficacité d'un partenariat progressiste dans l'atteinte du bien commun, au pays comme à l'étranger.

Merci.